

RAPPORT ANNUEL

2018

BENIN - BURKINA FASO - SENEGAL



La Banque Autrement
www.coris-bank.com





**1^{ère} Banque Certifiée ISO 9001 2015
BURKINA FASO**

**Toujours en position avant-gardiste, nous
sommes prêts à relever de nouveaux défis
avec vous.**

SOMMAIRE

Message du Président du Conseil d'Administration.....	P 04
Composition du Conseil d'Administration..... de Coris Bank International SA	P 06
Faits marquants 2018.....	P 08
Environnement économique.....	P 09
Analyse de l'activité et des résultats.....	P 15
Rapports des Commissaires aux Comptes..... à l'Assemblée Générale des Actionnaires	P 25
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes..... sur les rémunérations exceptionnelles accordées aux membres du Conseil d'Administration	P 33
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes..... sur les conventions règlementées	P 35
Composition du Conseil de Conformité Interne..... de CBI BARAKA	P 44
Rapport du Conseil de Conformité interne de CBI BARAKA..... sur l'exercice 2018	P 45
Perspectives.....	P 49

Vision

Être la banque de **référence** en **Afrique**
dans l'accompagnement des **PME**



Mesdames, Messieurs,

Au terme de l'exercice 2018 et de sa première décennie d'existence, notre Banque affiche de bonnes performances sur l'ensemble des indicateurs d'activités et de résultats qui s'inscrivent au-delà des prévisions budgétaires. En effet, le Total Bilan aura poursuivi sa croissance pour atteindre **1 152,2 milliards** en un an et le Résultat Net ressort bénéficiaire de **24,5 milliards**.

Ces réalisations se situent dans un contexte économique mondial caractérisé par des incertitudes sur les marchés financiers quant aux politiques commerciales et des inquiétudes sur les perspectives de la Chine. La croissance mondiale pour l'année 2018 devrait s'établir à **3,5%** selon les projections du Fonds Monétaire International.

Dans l'espace UEMOA, les performances observées depuis 2012 devraient se poursuivre en 2018 avec des prévisions de croissance de l'ordre de **6,6%**. 2018 a été l'année de réformes avec l'entrée en vigueur du Nouveau Plan Comptable Bancaire et du Dispositif Prudentiel Bâle II et Bâle III. La politique Monétaire quant à elle, est restée stable au cours de l'exercice.

Au **Burkina Faso**, l'activité économique enregistrerait une croissance de **6,7%** contre **6,3%** en 2017, avec une inflation maîtrisée. La croissance au Sénégal atteindrait **7%** et celle du Bénin ressortirait à **6,8%** en 2018.

Dans cet environnement économique, réglementaire et concurrentiel évolutif, CBI SA a adopté un nouveau plan stratégique dénommé « Excellence & Résilience » pour la période de 2018 à 2022.

Toujours en phase avec sa politique de proximité, CBI SA a élargi son maillage avec l'installation de **7 nouvelles agences** au **Burkina Faso**. Forte d'un réseau de distribution de 49 agences et 54 DAB, la dynamique commerciale s'est poursuivie, impulsant une croissance du portefeuille clients de **13,6% (+38 004 clients)**.

L'activité clientèle a permis de mobiliser un encours de dépôts de **700,3 milliards** après une hausse de **12,9% (+79,8 milliards)** comparativement à fin 2017. Notre Banque aura aussi rehaussé sa contribution au financement de l'Economie de **95,7 milliards** sur l'exercice, pour un encours de crédits nets de **637,7 milliards** à fin décembre 2018.

A la pointe de la technologie et de l'innovation, CBI SA a lancé son portemonnaie électronique « Coris Money » pour une inclusion financière plus large.

Au terme de leur deuxième exercice, les succursales du Sénégal et du Bénin disposent chacune de deux agences et apportent une contribution de **15,6%** dans la collecte des dépôts clientèle et **15,5%** dans les financements totaux.

Grâce à ces performances commerciales, le Produit Net Bancaire s'est établi à **56,7 milliards** après une évolution annuelle de **25,3%**. La hausse du niveau des charges d'exploitation, inhérente à la croissance des activités et aux nombreux chantiers réglementaires et technologiques, portent le coefficient d'exploitation à **37,5%**.

Le Résultat Net est bénéficiaire de **24,5 milliards**, avec une contribution bénéficiaire des succursales.

Classée 4^{ème} sur 123 banques dans l'Union par la Commission Bancaire de l'UMOA dans son rapport 2017, notre Banque reste leader à fin décembre 2018 sur le marché national, aussi bien en termes de total bilan que de financements donnés et de résultats.

Ces indicateurs qui nous confortent dans nos options stratégiques, attestent du dynamisme commercial, du label de qualité entretenu par la certification à la norme ISO 9001 : 2015 et de l'engagement sans faille de l'ensemble des équipes de la Banque. Ils traduisent également la capacité d'adaptation de notre organisation pour faire face aux évolutions de l'environnement.

Enfin, ils témoignent de la confiance toujours renouvelée des partenaires et du marché financier, avec un titre CBIBF qui se hisse au 4^{ème} rang sur 45 sociétés cotées, des plus grandes capitalisations de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (**278,2 milliards**) au 31 décembre 2018.

L'exercice 2019 s'annonce favorablement au plan des perspectives économiques nationales. Notre Banque devra poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie en tirant le meilleur parti de la synergie du Groupe, des opportunités du marché et en consolidant ses fondamentaux. Nous renforcerons notre présence dans l'espace UEMOA avec l'ouverture d'une succursale au Niger.

J'adresse à l'ensemble des équipes de CBI SA mes vives félicitations pour le chemin parcouru et mes encouragements pour les défis futurs. Mes sincères remerciements vont aussi aux Membres du Conseil d'Administration, aux Commissaires aux comptes et aux partenaires.

Le Président du Conseil d'Administration

Idrissa NASSA

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CBI SA

ADMINISTRATEUR	REPRESENTANT/STATUT
M. Idrissa NASSA	Président du Conseil d'Administration
La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)	Représentée par M. Bienvenu COMLAN
La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	Représentée par Mme Laurentine ZIDA/KINDA
LA POSTE Burkina Faso	Représentée par M. Nabi Issa COULIBALY
CORIS HOLDING	Représentée par M. Emmanuel SAWADOGO
Mme Angèle BONANE	Administrateur Indépendant
M. Monlour Clément DA	Administrateur Indépendant
M. Noel Aimé KOBIANE	Administrateur Indépendant

**MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE CORIS BANK INTERNATIONAL SA**



M. IDRISSA NASSA
Président du Conseil d'Administration



Mme LAURENTINE ZIDA/KINDA
Administrateur représentant la CNSS



M. BIENVENU COMLAN
Administrateur représentant la BOAD



M. EMMANUEL SAWADOGO
Administrateur représentant CORIS HOLDING



M. NABI ISSA COULIBALY
Administrateur représentant LA POSTE Burkina Faso



Mme ANGELE BONANE
Administrateur Indépendant



M. MONLOUR CLEMENT DA
Administrateur Indépendant



M. NOEL AIME KOBIANE
Administrateur Indépendant

FAITS MARQUANTS 2018

1	Célébration du dixième anniversaire de CBI SA	Janvier
2	Tenue de la retraite stratégique	Février
3	Mission d'évaluation du dispositif de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT) par la commission bancaire	Mars
4	Ouverture de 04 nouvelles agences : Bonheur Ville, Bobo Indépendance, Ouargaye, Béguédo	Juin
5	Formation du Top management sur la Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT)	
6	Lancement du programme PME en partenariat avec l'International Islamic Trade and Finance Corporation (ITFC)	Octobre
7	Mission d'audit de contrôle du Système de Management de la Qualité ISO 9001 - 2015 par la British Standards Institution (BSI)	
8	Formation des Administrateurs sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme LBC/FT	
9	Lancement officiel du porte-monnaie électronique Coris Money	Novembre
10	2 ^{ème} Prix de la catégorie banque au Salon des Banques et des PME	
11	2 ^{ème} Prix d'Excellence d'Investisseur - Banque hors Côte d'Ivoire décerné par l'Etat Ivoirien à CBI SA	
12	Ouverture de 02 nouvelles agences : Manga et Platinum	Décembre



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

■ Economie mondiale

Selon les prévisions du Fonds Monétaire International sur les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) publiées en janvier 2019, la croissance mondiale en 2018 est estimée à 3,7% malgré les résultats plus faibles de certains pays, notamment en Europe et en Asie. En 2017, la croissance mondiale s'est établie à 3,8%. L'économie mondiale devrait connaître une croissance de 3,5% en 2020. Les prévisions du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale tiennent compte d'un ralentissement au deuxième semestre de 2018 — notamment en Allemagne à cause de l'introduction de nouvelles normes antipollution dans l'industrie automobile et en Italie, où les risques souverains et financiers ont pesé sur la demande intérieure — mais aussi d'un sentiment moins optimiste sur les marchés financiers et d'une contraction en Turquie, qui devrait être plus marquée que prévue.

Le solde des facteurs influant sur les perspectives de croissance mondiale est négatif : une escalade des tensions commerciales, un resserrement des conditions financières. En plus de tensions commerciales accrues, divers facteurs pourraient entraîner une détérioration supplémentaire de l'évaluation des risques qui aurait des conséquences négatives pour la croissance, particulièrement dans le contexte d'un endettement public et privé élevé. Il s'agit notamment d'une sortie sans accord du Royaume-Uni de l'Union Européenne et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine.

En dehors des États-Unis, la production industrielle a ralenti, en particulier celle des biens d'équipement. La croissance du commerce mondial a ralenti pour s'établir bien en deçà des moyennes de 2017. Les cours du pétrole brut sont volatils depuis le mois d'août 2018, du fait notamment, du côté de l'offre, de la politique américaine concernant les exportations de pétrole iranien et, plus récemment, des craintes d'un fléchissement de la demande mondiale. En fin 2018, les cours du pétrole brut se situaient autour de 55 dollars le baril. Les cours des métaux et des produits agricoles de base ont légèrement reculé depuis août 2018, partiellement en raison d'une demande moins forte de la Chine. Dans les pays avancés, la hausse des prix à la consommation demeure généralement contenue ces derniers mois, mais elle s'est accélérée légèrement aux États-Unis, où la croissance reste supérieure à la tendance. Dans les pays émergents, les pressions inflationnistes s'atténuent avec la chute des cours du pétrole. Dans certains pays, cette modération est partiellement compensée par la répercussion de la dépréciation de la monnaie sur les prix intérieurs.

Dans les pays avancés, les conditions financières se sont durcies. Les valorisations des actions, tendues dans certains pays, ont été réduites par une baisse de l'optimisme quant aux perspectives de bénéfices dans un contexte de tensions commerciales croissantes et d'anticipations de ralentissement de la croissance mondiale. Les inquiétudes

suscitées par la fermeture de l'administration aux États-Unis ont pesé aussi sur l'état d'esprit dans le secteur financier vers la fin de l'année. La Banque centrale européenne a mis fin à ses achats d'actifs nets en décembre. L'aversion croissante pour le risque, conjuguée à la détérioration de la confiance quant aux perspectives de croissance et à l'évolution des anticipations en matière de politique économique, a contribué à une baisse du rendement des titres souverains, en particulier américains, allemands et britanniques. Les indices boursiers des pays émergents ont chuté, sur fond d'escalade des tensions commerciales et d'augmentation de l'aversion pour le risque. Les inquiétudes suscitées par les effets inflationnistes des hausses précédentes des cours du pétrole et, dans certains cas, la réduction des écarts de production ou les répercussions de la dépréciation de la monnaie.

Le dollar américain reste globalement inchangé en termes effectifs réels tandis que l'euro s'est déprécié d'environ 2% en raison du ralentissement de la croissance et des inquiétudes concernant l'Italie. La livre sterling s'est dépréciée d'environ 2% sous l'effet de la montée de l'incertitude liée au Brexit. Par contre, le yen japonais s'est apprécié d'environ 3%, en raison d'une plus grande aversion pour le risque.

■ Zone Euro

Dans la zone euro, l'affermissement de la Dans la zone euro, la croissance devrait ralentir pour passer de 2,4% en 2017 à 1,8% en 2018 et 1,6% en 2019. Les taux de croissance ont été revus à la baisse pour de nombreux pays, notamment l'Allemagne (en raison de la diminution de la consommation privée, de la faiblesse de la production industrielle à la suite de l'introduction de nouvelles normes antipollution pour l'industrie automobile et de la réduction de la demande extérieure), l'Italie (en raison de la faible demande intérieure et de la hausse du coût des emprunts) et la France (à cause des répercussions négatives des manifestations de rue et des actions collectives). Une incertitude considérable entoure la projection de référence d'une croissance au Royaume-Uni en 2019 et 2020 (environ 1,5%). Cette projection de référence suppose qu'un accord est atteint sur le Brexit en 2019 et que le Royaume-Uni passe progressivement au nouveau régime. Cependant, à la mi-janvier, l'issue du Brexit reste très incertaine.

■ Etats Unis

Les prévisions de croissance pour les États-Unis restent à 2,9% en 2018 contre 2,2% un plus tôt. La croissance devrait retomber à 2,5% en 2019 et diminuer encore pour s'établir à 1,8% en 2020 avec la fin des mesures de relance budgétaire. Néanmoins, le rythme d'expansion prévu est supérieur au taux de croissance potentiel estimé de l'économie américaine pour les deux années. Une forte croissance de la demande intérieure soutiendra l'augmentation des importations et contribuera à creuser le déficit des transactions courantes.

■ Japon

Au Japon, la prévision de croissance a été révisée à la baisse à 0,9% pour 2018 contre 1,9% atteint en 2017. Cette prévision tient compte du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie. L'activité devrait s'affermir en 2019 et atteindre 1,1% en 2019 portée par une augmentation de la consommation privée, de la demande extérieure et de l'investissement.

■ Pays émergents et en développement d'Europe

En Europe, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait s'affaiblir plus que prévu en 2019, à 0,7% (contre 3,8% en 2018 et 6% en 2017), malgré une croissance généralement soutenue en Europe centrale et orientale, avant de remonter à 2,4% en 2020 sous l'effet d'une forte contraction prévue en 2019 et à une reprise plus lente de la Turquie en 2020, dans un contexte de durcissement de la politique économique et d'ajustement à des conditions de financement extérieur plus restrictives.

■ Pays émergents et en développement d'Asie

En Asie, la croissance des pays émergents et des pays en développement tombera de 6,5% en 2018 à 6,3% en 2019 et à 6,4% en 2020. Malgré les mesures de relance budgétaire qui compensent en partie l'impact de la hausse des droits de douane américains, l'économie de la Chine ralentira sous l'influence combinée du durcissement nécessaire de la réglementation financière et des tensions commerciales avec les États-Unis. La croissance en Chine passera de 6,9% en 2017 à 6,6% en 2018 puis à 6,2% en 2019. L'économie de l'Inde devrait connaître une reprise en 2019, grâce à la baisse des cours du pétrole et à un resserrement monétaire plus lent que prévu; les pressions inflationnistes diminueront.

■ Amérique latine

En Amérique latine, la croissance devrait reprendre au cours des deux prochaines années, passant de 1,1% en 2018 à 2,0% en 2019 et à 2,5% en 2020. En 2017, elle a été de 1,3%. Ces révisions sont liées à une détérioration des perspectives de croissance du Mexique en 2019 et 2020 à cause d'une baisse de l'investissement privé, et à une contraction encore plus grave que prévue au Venezuela. Ces détériorations ne sont que partiellement compensées par une révision à la hausse des prévisions de 2019 pour le Brésil, où le rétablissement progressif après la récession de 2015-2016 devrait se poursuivre. L'économie de l'Argentine se contractera en 2019, car des politiques plus strictes visant à réduire les déséquilibres ralentiront la demande intérieure, avant un retour à la croissance en 2020.

■ Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

La croissance au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan devrait rester modérée à 2,4% en 2019 (2,4% en 2018 et 2,2% en 2017), avant de remonter à 3% environ en 2020. De multiples facteurs pèsent sur les perspectives de la région, notamment la faible croissance de la production pétrolière qui affecte la reprise attendue de l'activité non pétrolière (en Arabie saoudite), le durcissement des conditions de financement (au Pakistan), les sanctions américaines (contre l'Iran) et les tensions géopolitiques dans plusieurs pays.

■ Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait monter de 2,9% en 2018 à 3,5% en 2019 et à 3,6% en 2020. La chute des cours du pétrole ayant entraîné des révisions à la baisse pour l'Angola et le Nigéria.

En Afrique du Sud, la croissance ralentirait à 0,8% en 2018, contre 1,3% un an plus tôt, dans un climat d'incertitude à l'approche des élections générales de 2019. Les chiffres publiés pour la région masquent de fortes variations dans les résultats, plus d'un tiers des pays subsahariens devant connaître une croissance de plus de 5% en 2019 et 2020.

Source : FMI, Perspectives économiques mondiales, janvier 2019

■ UEMOA

Les bonnes performances observées depuis 2012 au niveau de l'UEMOA se poursuivraient en 2018 avec un taux de croissance de 6,6% comme en 2017, sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs d'activité. La progression du secteur primaire s'expliquerait par les actions d'amélioration des productions agricoles qui profiteraient des conditions climatiques favorables et de la poursuite des efforts d'investissement dans le cadre de la mise en œuvre des programmes nationaux de développement agricole dans les États membres. Au niveau du secteur secondaire, le dynamisme se maintiendrait, sous l'effet de la poursuite de la mise en œuvre des projets d'infrastructures structurants et des industries extractives. Le secteur tertiaire profiterait du développement des activités de transport, de commerce, de communication et des services bancaires. Par pays, le taux de croissance en 2018, se présenterait comme suit : Bénin (6,8%), Burkina Faso (6,7%), Côte d'Ivoire (7,7%), Guinée-Bissau (3,8%), Mali (5,1%), Niger (5,2%), Sénégal (6,8%) et Togo (4,8%).

La hausse des prix en 2018, resterait modérée, en liaison avec le bon approvisionnement des marchés de produits de grande consommation dans la région et l'évolution attendue des cours des produits alimentaires sur le marché international. Le taux d'inflation annuel moyen

ressortirait à 0,9% contre 0,8% en 2017. Tous les États membres, à l'exception du Niger, respecteraient la norme communautaire en matière d'inflation.

Les recettes totales progresseraient de 10,3% pour représenter 18,6% du PIB en 2018 contre 18,3% l'année précédente. Les recettes fiscales seraient en hausse de 11,4% induisant un taux de pression fiscale de 16,1% contre 15,7% un an plus tôt.

S'agissant des dépenses totales et des prêts nets, ils augmenteraient de 9,1% pour représenter 24,9% du PIB contre 24,8% en 2017, sous l'effet de la hausse des dépenses en capital de 14,4%, l'augmentation des dépenses courantes étant de 7,4%. Les paiements au titre des intérêts sur la dette poursuivraient leur augmentation avec un accroissement de 17,7%. La hausse des dépenses en capital s'expliquerait par la poursuite des travaux de construction d'infrastructures socio-économiques. Les plus fortes hausses seraient observées au Togo (+83,9%), au Niger (+27,4%) et au Sénégal (+27,1%).

Le taux d'endettement de l'Union ressortirait à 47,8% en 2018 contre 45,4% en 2017.

Pour 2019, la dynamique de l'activité économique dans l'Union se consoliderait avec un taux de croissance de 7,0%. Par pays, le taux de croissance s'afficherait comme ci-après : Bénin (7,6%), Burkina Faso (7,0%), Côte d'Ivoire (7,8%), Guinée-Bissau (6,3%), Mali (5,5%), Niger (6,5%), Sénégal (6,9%) et Togo (5,0%).

Compte-tenu des perspectives d'activités sans risques inflationnistes, la politique monétaire devrait rester globalement accommodante dans l'UEMOA. Les taux directeurs devraient rester échangés tout au long de 2018. La Banque Centrale devrait également poursuivre la fourniture de liquidités au marché via ses appels d'offres à une semaine et un mois.

En 2018, le cadre réglementaire et prudentiel a évolué avec l'entrée en vigueur du Nouveau Plan Comptable Bancaire et du Dispositif Prudentiel Bâle II-III qui emportera des conséquences importantes sur la consommation de fonds. Aussi, la demande de titres publics pourrait se renforcer à la faveur du traitement prudentiel favorable des valeurs d'État.

Les réformes engagées par la BCEAO, sur instruction du Conseil des Ministres de l'Union, visant la réforme du marché financier (dynamisation du marché interbancaire et marché secondaire des titres) devraient se poursuivre. Les taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité et du guichet de prêt marginal sont restés inchangés à respectivement 2,5% et 4,50% en 2018. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

■ Burkina Faso

En 2018, l'activité économique au Burkina enregistrerait une croissance de 6,7% contre 6,3% en 2017 dans un contexte de maîtrise de l'inflation, en liaison avec le dynamisme de tous les secteurs de l'économie. La menace présentée par les groupes terroristes dans le Sahel a constitué un défi à la stabilité politique et un frein à l'investissement globalement. Le taux d'inflation annuel moyen serait de 1,1% contre 0,4% en 2017. Toutefois, les performances des secteurs secondaire et tertiaire seraient moins élevées qu'en 2017. Le secteur primaire au Faso connaîtrait une reprise en 2018 avec une croissance de 4,9% après la baisse de 2,9% enregistrée en 2017. Cette performance est expliquée principalement par la reprise du sous-secteur de l'agriculture, en hausse de 7,2% par rapport à 2017, portée aussi bien par l'agriculture vivrière que par l'agriculture de rente. Les bonnes performances du sous-secteur de l'agriculture sont le résultat de la bonne pluviométrie et des actions menées par le Gouvernement et qui concernent notamment la mise à disposition des producteurs d'intrants agricoles à prix subventionnés et de matériels agricoles.

En ce qui concerne l'élevage, la croissance de sa valeur ajoutée s'établirait à 3,8% en 2018 contre 3,7% l'année précédente. Cette performance serait due aux actions de prévention et de riposte contre les maladies animales, de développement des productions halieutiques et aquacoles et de mise à disposition d'aliments de bétail aux producteurs ainsi qu'à la création d'un environnement sécurisé et favorable à une production animale durable à travers la réalisation de pistes à bétail et la sécurisation des zones pastorales.

Le secteur secondaire du pays progresserait de 7,2% en 2018 contre 8,2% un an plus tôt. Cette évolution serait principalement liée à la croissance des sous-secteurs « activités extractives », « construction » et « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ». Ces sous-secteurs connaîtraient respectivement des progressions de 13,8%, 6,0% et 5,9%. La hausse des activités extractives s'expliquerait par l'augmentation de la production d'or avec l'entrée en production en 2018 de la mine d'or de SEMAFO BOUNGOU BF SA tandis que celle de la construction serait la conséquence de la poursuite de l'exécution des projets d'infrastructures économiques et sociales. Il s'agit, entre autres, de la réalisation des travaux de construction des ponts (Sirba, Mouhoun et Nazinon), de l'échangeur du Nord, de l'aéroport de Donsin et l'intensification des programmes de construction des logements sociaux.

Le secteur tertiaire enregistrerait une croissance de 6,8% en 2018, soutenue par la bonne orientation de l'activité des services aussi bien marchands que non marchands. Les services marchands enregistreraient une progression de 6,8% en 2018 à la faveur de la poursuite des réformes en matière d'amélioration du climat des affaires, du dynamisme du secteur des télécommunications et du renforcement de l'inclusion financière ainsi que de la tenue

de certaines manifestations à caractère international (SIAO, SITHO, SAMAO, SICOT et Tour du Faso). Les services non marchands augmenteraient quant à eux de 8,7% en 2018. La hausse des investissements serait imputable aussi bien à la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) privée (+10,6%) qu'à celle publique (+5,9%). Le dynamisme de l'investissement privé serait induit par la poursuite de l'exploration et de l'exploitation minières, les actions de renforcement du tissu industriel en matière de création de richesse et la mise en œuvre d'un régime fiscal favorable aux pôles de croissance. Quant à l'investissement public, sa croissance serait liée à la poursuite des grands chantiers d'infrastructures socioéconomiques et des investissements structurants du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES).

En terme nominal, le taux d'investissement s'établirait à 25,8% en 2018 contre 22,8% en 2017. Le taux d'épargne serait de 18,8% contre 16,0% en 2017.

La situation des finances publiques burkinabè se caractériserait par une réduction du déficit global, qui représenterait 4,9% du PIB en 2018 contre 7,8% en 2017, en lien avec une bonne mobilisation des recettes fiscales et une maîtrise des dépenses publiques. En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant hors dons se situerait à 10,9% du PIB contre 8,5% en 2017.

Au niveau monétaire, reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 3,9%, pour s'établir à 3 496,9 milliards à fin septembre 2018.

En matière de convergence, le Burkina en 2018 ne respecterait pas le critère du solde global. Les deux autres critères de premier rang seraient respectés. Aucun critère de second rang ne serait respecté.

■ Sénégal

Au Sénégal, l'année 2018 sera particulièrement marquée par la consolidation des acquis, le renforcement des programmes sociaux et le lancement de nouvelles initiatives dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat ainsi que du financement des Pme/Pmi, des femmes et des jeunes. Toutes ces nouvelles initiatives permettront d'amplifier la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. La croissance atteindrait ainsi 7% sur la période 2018-2019.

Cette amélioration sera portée par le raffermissement des secteurs secondaire et tertiaire avec des hausses attendues respectivement à 7,4% et 7,0%. De même, la gestion des finances publiques sera marquée par la poursuite de l'accroissement des recettes budgétaires, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et l'amélioration de la qualité des dépenses d'investissement. Au total, en 2018, le déficit budgétaire devrait être réduit à 3,5% après 3,7% en 2017.

■ Bénin

Selon le rapport final de la Surveillance Multilatérale de l'UEMOA, décembre 2018: « Le taux de croissance du PIB réel se situerait en 2018 à 6,8%, contre 5,8% un an plus tôt, porté par l'ensemble des secteurs d'activités. Ce taux était prévu à 6,0% dans le Programme 2018-2022. » Le rapport "Perspectives pour l'économie mondiale" (Global Economic Prospects, GEP en anglais) de la Banque Mondiale, publié le mardi 8 janvier 2019, le Bénin, à l'instar de plusieurs pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (notamment, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal) a enregistré un taux de croissance de plus de 6% pour l'année 2018.

Du côté de l'offre, la valeur ajoutée du secteur primaire serait en hausse de 5,6%, en relation, notamment avec la hausse de la production agricole de 6,4% qui s'expliquerait par la mise en œuvre des programmes de développement des filières et l'amélioration de la productivité des petits exploitants agricoles. La production de coton poursuivrait ses performances pour atteindre 700 000 tonnes pour la campagne 2018/2019, après le niveau de 597 373,5 tonnes de la campagne 2017/2018, soit une hausse de 17,7%. L'élevage progresserait de 3,5% et la pêche croîtrait de 2,9%.

Malgré un redressement bien faible de l'économie subsaharienne, le pays fait un bond qualificatif et les perspectives pour l'année 2019 sont bonnes.

Source : UEMOA, Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, Décembre 2018

La Banque leader dans le financement des PME.



- Bénin
- Burkina Faso
- Côte d'Ivoire
- Mali
- Niger
- Sénégal
- Togo

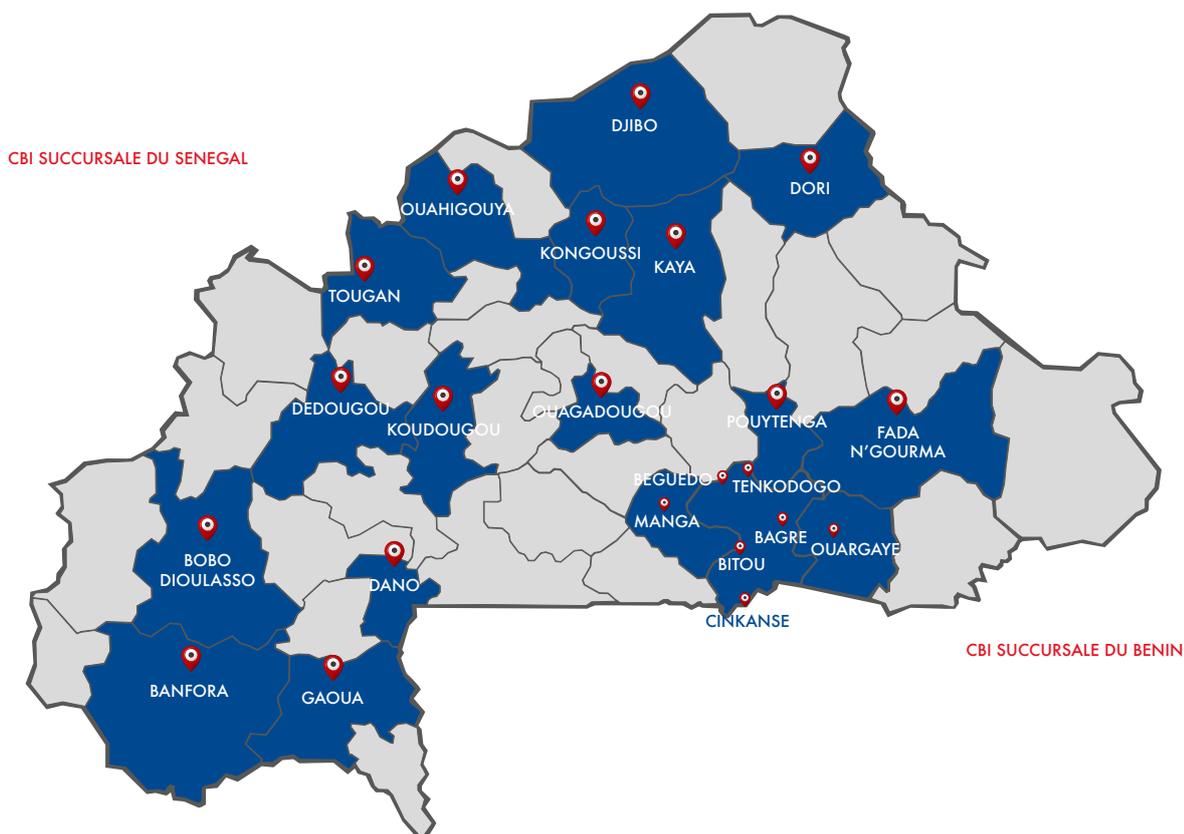


**ANALYSE DE L'ACTIVITE
ET DES RESULTATS**

L'ACTIVITE

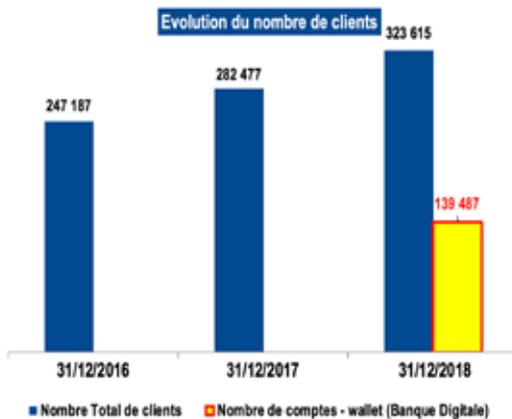
Le Réseau

CBI SA : un engagement de proximité



Le réseau de distribution CBI SA compte au Burkina Faso **49** agences et **54** Distributeurs Automatiques de Billets au 31 décembre 2018. A travers ses succursales du Sénégal et du Bénin, **quatre (04)** agences viennent élargir ce réseau. Le programme d'extension du réseau 2018 aura permis d'ouvrir **07 nouvelles** agences au Burkina Faso, **une** au Bénin et **une** au Sénégal.

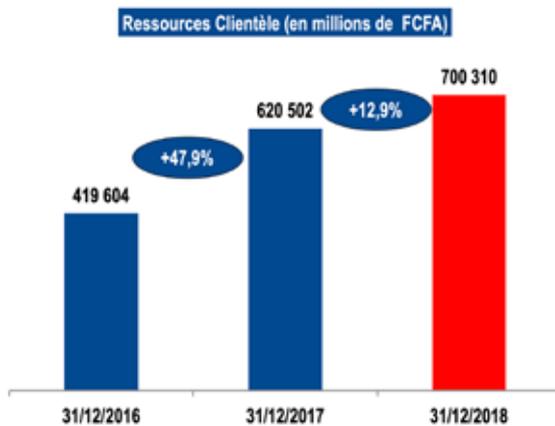
Le fonds de Commerce



Au 31 décembre 2018, la base clientèle consolidée de CBI SA s'établit à **323 615 clients**, en croissance annuelle de de **14,6%** avec le recrutement de **41 138 nouveaux clients**.

Au Burkina Faso, la base clientèle est de **316 712 clients** à fin décembre 2018, après une hausse annuelle de **13,6% (+38 004 clients)**. Au terme de l'exercice 2018, les succursales Bénin comptent respectivement **3 333** et **3 570** clients. Le démarrage des activités de la banque digitale aura permis de créer **139 487 portemonnaies électroniques** à fin décembre 2018.

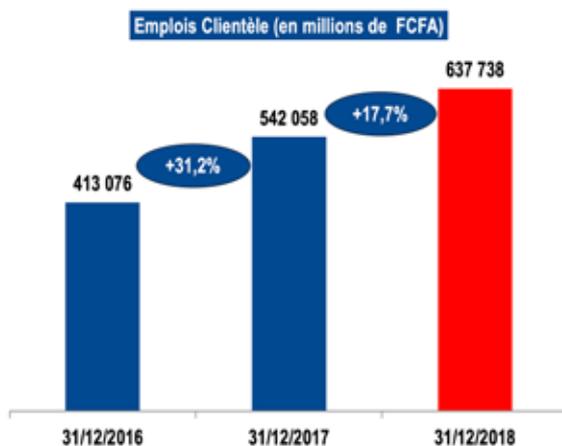
Les Ressources Clientèle



L'encours de dépôts clientèle consolidé s'établit à **700,3 milliards** au 31 décembre 2018. Il évolue en un an de **12,9% (+79,8 milliards)**, tiré principalement par les ressources rémunérées.

Avec un encours de ressources clientèle de **591,5 milliards** à fin 2018, le Burkina Faso contribue à hauteur de 84,5% dans la formation de l'encours consolidé. L'apport des succursales, de **15,6% (109,1 milliards)** au total, est respectivement de **6,2% (43,5 milliards)** pour celle du Sénégal et **9,3% (65,6 milliards)** pour celle du Bénin.

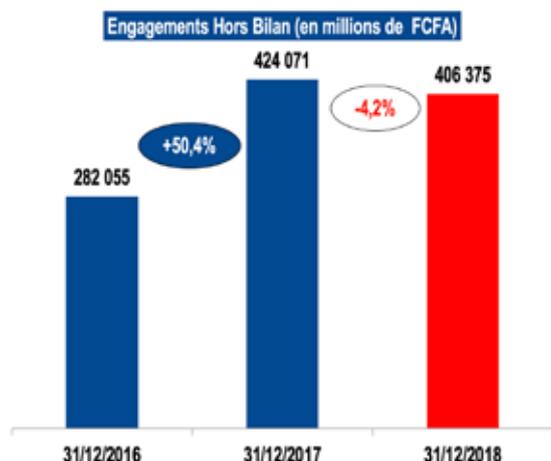
Les Emplois Clientèle



Le niveau consolidé des crédits nets à la clientèle atteint **637,7 milliards** à fin décembre 2018. Depuis fin décembre 2017, il progresse de **17,7% (+95,7 milliards)** grâce aux efforts de distribution de crédits constatés sur les maturités à court terme (**+49,3 milliards**) et à moyen terme (**+37 milliards**).

Les deux succursales portent un encours de **99,2 milliards** représentant une contribution de **15,5%**, contre **9,5%** à fin 2017. Les réalisations de la succursale du Bénin sont de l'ordre de **57,2 milliards** et celles du Sénégal s'établissent à **42 milliards**. Quant à la filiale du Burkina Faso, elle enregistre un encours de crédits net de **539,3 milliards** au 31 décembre 2018.

Les Engagements Hors-Bilan



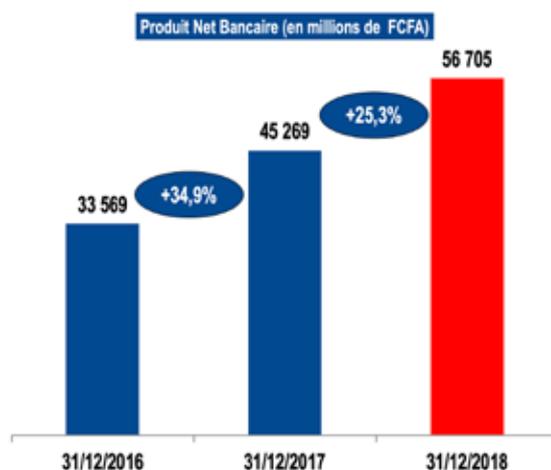
L'encours des engagements par signature donnés observe un repli de **4,2% (-17,7 milliards)** en un an, passant de **424,1 milliards** en 2017 à **406,4 milliards** au 31 décembre 2018.

Ce recul est porté par les cautions et les avals de traites qui sont en baisse, respectivement de **41,3 milliards** et **23,3 milliards** suite aux apurements enregistrés.

L'encours de crédits documentaires par contre, s'accroît en un an de **49,6 milliards** grâce à la synergie développée au sein du Groupe, notamment avec CBI Succursale du Sénégal.

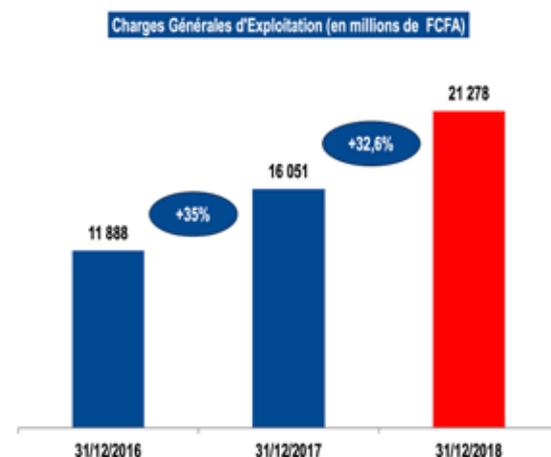
LES RÉSULTATS

Le Produit Net Bancaire (PNB)



Le Produit Net Bancaire, au terme de l'exercice 2018, se situe à **56,7 milliards** contre **45,3 milliards** en 2017, s'améliorant en un an de **25,3% (+11,4 milliards)**. Cette progression résulte de la contribution de toutes les composantes du PNB à savoir la marge d'intérêts globale (**+7,8 milliards**), les commissions nettes (**+3,7 milliards**) et les autres produits (**+1,7 milliard**) qui ont enregistré des dividendes.

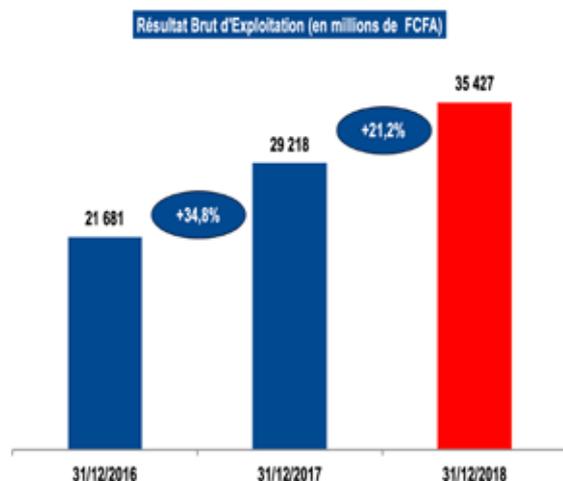
Les Charges Générales d'Exploitation



L'agrégation des charges générales d'exploitation s'établit à **21,3 milliards** au titre de l'exercice 2018 contre **16,1 milliards** en 2017, soit une progression annuelle de **32,6% (+5,2 milliards)**. Les charges d'exploitation comptabilisées par CBI SA filiale du Burkina Faso ressortent à **16,1 milliards** à fin décembre 2018.

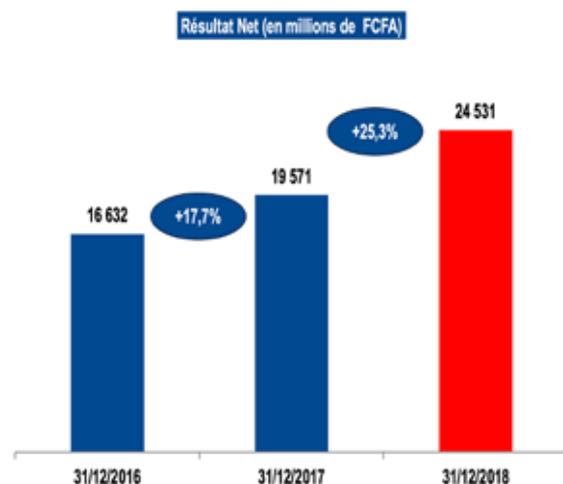
Au niveau des succursales, **5,2 milliards** ont été réalisés en charges, avec **2,7 milliards** au Sénégal et **2,5 milliards** au Bénin.

Le Résultat Brut d'Exploitation



Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) se chiffre à **35,4 milliards** au 31 décembre 2018 contre **29,2 milliards** l'année précédente, après une progression de **21,2% (+6,2 milliards)**. Cette hausse s'explique par une croissance plus importante du Produit Net Bancaire par rapport à celle des charges générales d'exploitation. CBI SA filiale du Burkina Faso réalise **34,8 milliards** de RBE tandis que les succursales du Sénégal et du Bénin apportent respectivement des contributions de **193 millions** et **455 millions**.

Le Résultat Net

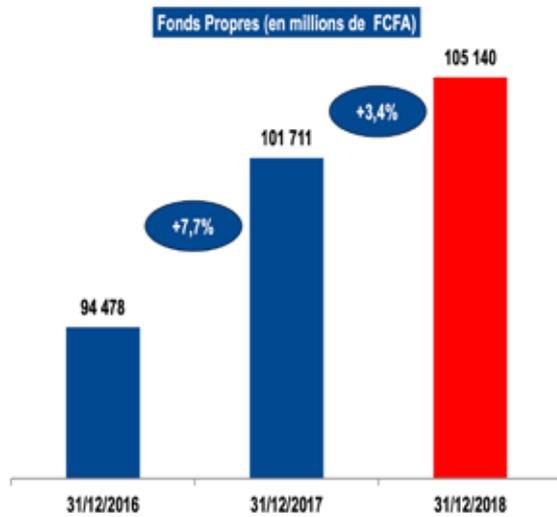


Le Résultat Net se fixe à **24,5 milliards** au 31 décembre 2018 contre **19,6 milliards** à fin 2017, soit une progression de **25,3% (+4,960 milliards)** sur l'exercice 2018.

Il prend en compte un coût de risque de **8,7 milliards**, un résultat non courant de **538 millions** et une charge fiscale de **2,5 milliards**.

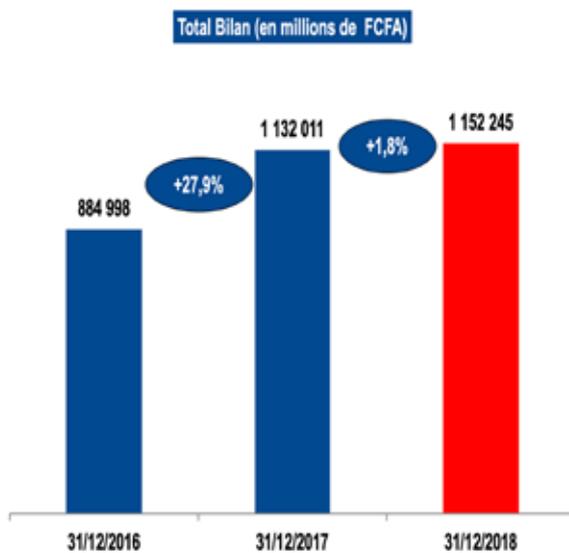
La contribution de CBI SA Burkina Faso dans le résultat net consolidé est de **24,1 milliards**. Celle des succursales se chiffre à **374 millions** à raison de **41 millions** pour la succursale du Sénégal et **333 millions** pour celle du Bénin.

Les Fonds Propres



Les Fonds Propres avant la répartition du Résultat Net de l'exercice 2018 s'établissent à **105,1 milliards** et se sont appréciés de **3,4% (+3,4 milliards)** depuis le 31 décembre 2017.

Le Total Bilan



Le Total Bilan consolidé s'affiche à **1 152 milliards** au terme de l'exercice 2018, contre **1 132 milliards** en 2017, soit une croissance de **1,8% (+20,2 milliards)** sur l'exercice 2018.

Les Ratios prudentiels

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter 2018	Niveau observé 2018	Situation de l'établissement
A. Normes de solvabilité			
Ratio de fonds propres CET 1 (%)	≥ 6,25%	11,73%	CONFORME ✓
Ratio de fonds propres de base T1 (%)	≥ 7,25%	11,73%	CONFORME ✓
Ratio de solvabilité total (%)	≥ 9,5%	11,73%	CONFORME ✓
B. Norme de division des risques			
Norme de division des risques	≤ 55%	33,15%	CONFORME ✓
C. Ratio de levier			
Ratio de levier	≥ 3%	8,80%	CONFORME ✓
D. Autres normes prudentielles			
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	≤ 25%	25,00%	CONFORME ✓
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de la Banque)	≤ 15%	0,05%	CONFORME ✓
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de la Banque)	≤ 60%	0,08%	CONFORME ✓
Limite sur les immobilisations hors exploitation	≤ 15%	3,92%	CONFORME ✓
Limite sur le total des immobilisations et des participations	≤ 100%	33,95%	CONFORME ✓
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	≤ 20%	15,55%	CONFORME ✓

Le Compte d'exploitation comparé

Chiffres en millions de francs CFA

RUBRIQUE	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	Variation annuelle	
				Brute	%
Marge d'intérêt clientèle	19 321	23 213	26 825	3 613	15,6%
dont Produits clientèle	32 124	39 568	47 545	7 977	20,2%
Charges clientèle	12 803	16 355	20 720	4 365	26,7%
Marge d'intérêt s/opérations de trésorerie	-6 784	-8 665	-8 418	247	-2,8%
Produits établissements de crédit	1 253	3 522	2 771	-751	-21,3%
Charges établissements de crédit	8 037	12 187	11 189	-998	-8,2%
Marge d'intérêt s/opérations de titres et diverses	11 843	16 505	20 402	3 897	23,6%
Produits sur titres de placement	12 049	16 976	20 997	4 021	23,7%
Charges sur titres	206	471	595	124	26,3%
Marge d'intérêts globale	24 380	31 053	38 809	7 756	25,0%
Marge sur commissions	9 189	13 614	15 579	1 965	14,4%
Autres produits / charges bancaires	0	602	2 316	1 714	284,8%
PRODUIT NET BANCAIRE	33 569	45 269	56 705	11 436	25,3%
Autres produits & charges bancaires	-389	0	0	0	
Résultat sur immobilisations financières	556	0	0	0	
Charges générales d'exploitation	11 888	16 051	21 278	5 227	32,6%
Charges du personnel	3 799	5 585	7 446	1 861	33,3%
Autres Charges d'exploitation	6 362	8 257	11 311	3 054	37,0%
Dotations aux amortissements	1 727	2 209	2 521	312	14,1%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	21 681	29 218	35 427	6 209	21,2%
COÛT DU RISQUE	3 482	9 158	8 910	-249	-2,7%
RESULTAT NON COURANT	407	906	543	-363	-40,1%
DOTATIONS FRBG	420	0	0	0	
RESULTAT AVANT IMPOT	18 607	20 966	27 060	6 095	29,1%
Impôts sur les sociétés	1 974	1 395	2 530	1 135	81,3%
RESULTAT NET	16 632	19 571	24 531	4 960	25,3%

Le Bilan comparé

Chiffres en millions de francs CFA

ACTIF	31/12/2017	31/12/2018	PASSIF	31/12/2017	31/12/2018
Caisse	9 602	11 545	Dettes interbancaires	363 266	296 573
Créances interbancaires	210 183	99 302	A vue	342 918	275 350
A vue	131 937	41 528	Comptes créditeurs	98 724	17 655
Banque Centrale	29 098	38 500	Emprunts	244 194	257 695
CCP	379	80	A terme	17 000	19 875
Autres établissements de crédit	102 460	2 948	Intérêts courus non échus	3 348	1 348
A terme	76 578	57 702	Dettes à l'égard de la clientèle	622 615	703 514
Intérêts courus non échus	1 667	72	Comptes d'épargne à vue	82 082	102 980
Opérations avec la clientèle	547 099	646 309	Bons de caisse	1 900	719
Portefeuille d'effets commerciaux	22 794	18 558	Autres dettes à vue	314 555	314 277
Crédit de campagne	0	0	Autres dettes à terme	221 966	282 334
Crédits ordinaires	22 794	18 558	Intérêts courus non échus	2 112	3 204
Autres concours à la clientèle	510 959	604 402	Comptes d'ordre et divers	22 646	21 608
Crédit de campagne	27 030	43 978	Dettes représentées par un titre	800	0
Crédits ordinaires	440 596	502 860	Comptes bloqués d'actionnaire	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	43 332	57 564	Provisions pour risques et charges	1 403	879
Intérêts courus non échus	5 041	8 571	Fonds affectés	0	0
Créances en souffrance	8 306	14 779	Fonds pour risques bancaires généraux		0
Créances douteuses et litigieuses	28 840	34 923	Capital	32 000	32 000
Provisions constituées	20 534	20 144	Primes d'émission	30 500	30 500
Titres de placement	292 054	327 168	Réserve spéciale	14 834	17 773
Encours de titres	288 934	319 242	Autres réserves	16 263	24 806
Intérêts courus non échus	3 120	7 926	Report à nouveau	8 114	62
Immobilisations financières	15 960	16 084	Résultat en attente d'affectation	0	0
Immobilisations incorporelles & corporelles	21 698	24 536	Résultat	19 571	24 531
Autres actifs	35 415	27 301			
TOTAL ACTIF	1 132 011	1 152 245	TOTAL PASSIF	1 132 011	1 152 245



**RAPPORTS DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE**

EXERCICE 2018



**CORIS
BANK**
INTERNATIONAL

**Rapports des Commissaires aux comptes
à l'Assemblée Générale des Actionnaires**

Exercice clos le 31 Décembre 2018

Mars 2019

CDEC INTERNATIONAL SARL
*Société d'expertise comptable,
Commissaire aux comptes*

ACECA INTERNATIONAL SARL
*Société d'expertise comptable,
Commissaire aux comptes*

S O M M A I R E

	<u>Pages</u>
Rapport général sur les comptes.....	3
Rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles	9
Rapport spécial sur les conventions règlementées	11

Annexes

Rapport général sur les comptes

Exercice clos le 31 décembre 2018

140

Ouagadougou, le 12 mars 2019

Aux Actionnaires de CORIS BANK International
(CBI-SA)

OUAGADOUGOU
BURKINA FASO

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES SUR LES COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2018**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale des actionnaires et en application des dispositions des **articles 711 à 714** de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport, suite aux contrôles et vérifications effectués sur les états financiers annuels de Coris Bank International SA (CBI-BF SA) pour l'exercice clos le **31 décembre 2018**.

Les comptes de la société sont établis par la Direction Générale de la société et arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de Coris Bank International SA. Il nous appartient de porter à votre connaissance les informations suivantes :

- ✓ les contrôles et vérifications effectués sur les états financiers tels qu'ils sont présentés dans ce rapport avant leur arrêté par le Conseil d'Administration ;
- ✓ les observations sur le contrôle des états financiers ;
- ✓ les irrégularités et les inexactitudes relevées à l'issue de nos travaux ;
- ✓ les conclusions auxquelles conduisent les observations et éventuelles rectifications y afférentes.

Nous avons procédé à l'examen des états financiers de l'exercice clos le **31 décembre 2018**. Ces états financiers présentés en annexe du présent rapport se caractérisent par les données suivantes en millions de F CFA :

ELEMENTS	Millions/ FCFA 31/12/17	Millions/ FCFA 31/12/18
Total Bilan	1 123 705	1 152 245
Fonds propres hors résultat de l'exercice	101 711	105 141
Résultat net	17 267	24 531

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire (PCB) révisé en vigueur dans les Etats Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève des jugements des commissaires aux comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, les commissaires aux comptes prennent en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Notre responsabilité est également de procéder aux vérifications spécifiques prévues par les lois et règlements régissant la vie des sociétés et le secteur bancaire.

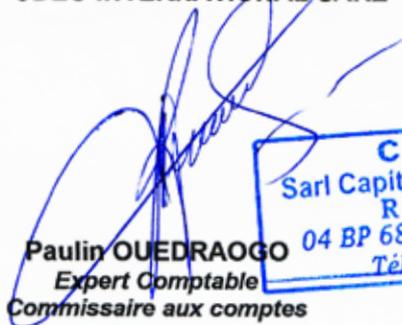
Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION

A notre avis, les comptes annuels de Coris Bank International SA arrêtés au 31/12/2018 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle, pour tous leurs aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CDEC-INTERNATIONAL SARL


Paulin OUEDRAOGO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

CDEC - I
Sarl Capital 2 Millions Francs
R C N° B 1675
04 BP 680 Ouagadougou 04
Tél: 25 47 35 89

ACECA INTERNATIONAL SARL


ACECA INTERNATIONAL SARL
01 BP 4318 Ouagadougou 01
Tél: (+226) 25 31 37 44 - 25 33 22 38
Fax: (+226) 25 31 25 98 - BURKINA FASO
Jean Baptiste SO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

1. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTROLE INTERNE

1.1. Fonctionnement des organes sociaux

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur le fonctionnement des organes sociaux de la banque.

1.2. Fonctionnement du contrôle interne

Nous avons examiné les procédures administratives et comptables de la banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Cet examen a été effectué pour évaluer la fiabilité des enregistrements comptables et de l'information financière dans le but de déterminer la nature, l'étendue et le calendrier des travaux nécessaires à l'expression de notre opinion sur les états financiers.

Cette revue a été effectuée sur la base de sondages et ne saurait prétendre mettre en évidence toutes les faiblesses éventuelles de la banque.

A l'issue de nos contrôles, nous avons émis une lettre de recommandations portant à la fois sur la poursuite de l'amélioration du système de contrôle interne, sur l'organisation comptable et le traitement de l'information.

Eu égard à notre connaissance de Coris Bank International Sa, les recommandations formulées ne sont pas de nature à remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion.

Nous vous informons que durant l'exercice 2018, les rapports périodiques et réglementaires de CBI-BF SA prévus par la circulaire de la Commission Bancaire n°003-2017/CB du 27 septembre 2017 nous ont été régulièrement transmis.

2. RESPECT DE LA REGLEMENTATION PRUDENTIELLE

Nous avons vérifié le respect par CBI-SA des règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers relatives aux conditions d'exercice de la profession, à la réglementation comptable, à la réglementation des opérations et aux normes de gestion.

A l'issue de nos travaux, nous avons observé que tous les ratios sont conformes aux dispositions prévues par la réglementation bancaire.

La banque a introduit au cours de l'exercice sous revue, au titre des PME et principalement des gros engagements, quatre (4) dossiers de demande d'accord de classement en faveur de sa clientèle.

3. AUTRES VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

3.1. Rapport de gestion

Conformément aux normes de la profession et aux vérifications prévues par l'**article 713** de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et des groupements d'intérêt économique, nous avons procédé aux vérifications spécifiques.

Le Conseil d'Administration de votre société nous a communiqué le rapport de gestion tel que prévu à l'**article 713** de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit de Sociétés Commerciales et des Groupements d'Intérêt Economique. Nous n'avons aucune observation particulière sur la sincérité et la concordance des informations contenues dans ce document par rapport aux états financiers audités.

3.2. Rémunérations versées aux dix (10) personnes les mieux rémunérées de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

En application des dispositions de l'**article 525** de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés commerciales et du GIE, nous certifions que le montant global brut des rémunérations versées aux dix (10) personnes les mieux rémunérées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élève à la somme de **Quatre cent soixante-huit millions sept cent cinquante-huit mille deux cent vingt-sept. francs CFA (F/CFA 468 758 227)**.

3.3. Tenue conforme du registre des titres nominatifs

En application des dispositions de l'**article 746-2** de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés commerciales et du GIE, nous certifions l'existence et la tenue régulière des registres de titres nominatifs.

**Rapport Spécial des Commissaires aux
comptes sur les rémunérations
exceptionnelles accordées aux membres du
Conseil d'Administration**

Exercice clos le 31 décembre 2018

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
REMUNERATIONS EXCEPTIONNELLES ALLOUEES AUX MEMBRES DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION**

Conformément aux dispositions de l'article 432 de l'acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés et du GIE, nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles ainsi que sur les remboursements de frais de voyage au profit des membres du conseil d'administration de **Coris Bank International SA** au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Aucune rémunération exceptionnelle n'a été versée aux membres du conseil d'administration au cours de l'exercice sous revue.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CDEC-INTERNATIONAL SARL


CDEC - I
Sarl Capital 2 Millions Francs
R C N° B 1675
04 BP 680 Ouagadougou 04
Tél: 25 47 35 89

Paulin OUEDRAOGO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

ACECA INTERNATIONAL SARL


ACECA INTERNATIONAL SARL
01 BP 4318 Ouagadougou 01
Tél: (+226) 25 31 37 44 - 25 33 22 38
Fax: (+226) 25 31 25 98 - BURKINA FASO

Jean Baptiste SO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

**Rapport Spécial des Commissaires aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2018

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Il nous appartient, conformément à l'article 440 du droit des sociétés et du groupement d'intérêt économique OHADA, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que toutes les indications, vous permettant d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé.

Au titre de l'exercice clos au **31 décembre 2018**, votre Conseil d'Administration nous a avisé conformément aux **articles 438 à 448** de l'Acte Uniforme OHADA de la signature de quatre (04) conventions règlementées.

Conventions conclues au cours l'exercice

Convention signée entre Coris Holding et Coris Bank International SA :

- ✓ **Objet** : Assistance et conseil technique à Coris Bank International SA ;
- ✓ **Structure concernée** : Coris Holding SA
- ✓ **Montant** : Non indiqué (les prestations bénéficient d'un prorata de déduction, ramenant la proportion de TVA à 92.00%).
- ✓ **Durée** : un (1) an renouvelable par tacite reconduction.

- ✓ **Effets produits durant l'exercice** : NEANT.
- ✓ **Date d'échéance** : 28/10/2019

Conventions conclues au cours des exercices antérieurs

Les conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice sous revue se résument comment suit :

1. Convention signée entre M2i SA et Coris Bank International SA :

- ✓ **Objet** : Prestations de Services à Coris Bank International SA.
- ✓ **Structure concernée** : M2i
- ✓ **Montant** : Non indiqué
- ✓ **Durée** : deux (02) ans renouvelable par tacite reconduction.
- ✓ **Rémunération** : suivant la grille tarifaire de M2i.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice sous revue** : F/CFA 352 812 585 HT soit TTC 416 318 850
- ✓ **Date d'échéance** : 14/05/2019

2. Convention signée entre Coris Holding SA et Coris Bank International SA succursale du Bénin :

- ✓ **Objet** : Assistance et conseil technique à Coris Bank International succursale du Bénin;
- ✓ **Structure concernée** : Coris Holding SA
- ✓ **Montant** : Non indiqué
- ✓ **Durée** : un (01) an renouvelable par tacite reconduction.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice** : HT F/CFA 582 863 695 soit TTC F/CFA 687 779 160
- ✓ **Date d'échéance** : 09/11/2018

3. Convention signée entre Coris Holding et Coris Bank International SA succursale du Sénégal:

- ✓ **Objet** : Assistance et conseil technique à Coris Bank International succursale du Sénégal :
 - ✓ **Structure concernée** : Coris Holding SA
 - ✓ **Montant** : Non indiqué
 - ✓ **Durée** : un (01) an renouvelable par tacite reconduction.
 - ✓ **Effets produits durant l'exercice** : HT F/CFA 496 464 286 soit TTC F/CFA 585 827 857
- Dans le contrat d'assistance et conseil technique, une refacturation au titre de la mise à disposition d'experts métiers et correspondant aux Jours/Hommes consommés : NEANT.
- ✓ **Date d'échéance** : 09/11/2018

4. Convention signée entre Coris Holding et Coris Bank International SA :

- ✓ **Objet** : Assistance et conseil technique à Coris Bank International SA ;
- ✓ **Structure concernée** : Coris Holding SA
- ✓ **Montant** : Non indiqué (les prestations bénéficient d'un prorata de déduction, ramenant la proportion de TVA à 92.00%).
- ✓ **Durée** : un (01) an renouvelable par tacite reconduction.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice** : HT F/CFA 2 071 287 543 soit TTC F/CFA 2 144 119 301.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Paulin OUEDRAOGO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes



Jean Baptiste SO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

BILAN			
destiné à la publication			
Etat : BURKINA		Etablissement : CBI BURKINA	
C	20181231	C0148	V
C	Date d'arrêté	CIB	LC
<i>(en millions de F CFA)</i>			
POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Compte Proforma 2017	Exercice N
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	39 079	53 157
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	41 565	62 021
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	180 706	57 690
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	547 099	648 309
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	250 310	264 985
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	179	162
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
8	AUTRES ACTIFS	8 639	6 555
9	COMPTES DE REGULARISATION	18 469	19 946
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	1 408	1 458
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	14 552	14 626
12	PRETS SUBORDONNES	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 274	800
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 425	24 536
	TOTAL DE L'ACTIF	1 123 705	1 152 245

ANNEXES

- Bilan
- Compte de résultat
- Engagement hors bilan

BILAN			
destiné à la publication			
Etat : BURKINA		Etablissement : CBI BURKINA	
C	20181231	C0148	V
C	Date d'arrêté	CIB	LC
<i>(en millions de F CFA)</i>			
POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		Compte Proforma 2017	Exercice N
1	BANQUES CENTRALES, CCP		
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	363 266	296 573
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	622 615	703 514
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	845	0
5	AUTRES PASSIFS	7 872	9 145
6	COMPTES DE REGULARISATION	8 726	12 462
7	PROVISIONS	1 403	879
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	118 978	129 672
10	CAPITAL SOUSCRIT	32 000	32 000
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	30 500	30 500
12	RESERVES	36 643	42 579
13	ECARTS DE REEVALUATION	0	0
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	2 568	62
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	17 267	24 531
	TOTAL DU PASSIF	1 123 705	1 152 245

BILAN

destiné à la publication

Etat : BURKINA

Etablissement : CBI BURKINA

C	201812	31	C0148	V
C	Date d'arrêté	CIB	LC	

(en millions de F CFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		Compte Proforma 2017	Exercice N
	ENGAGEMENTS DONNES	424 371	406 375
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	27 984	81 222
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	396 387	325 153
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
	ENGAGEMENTS RECUS	815 490	1 075 088
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	815 490	1 075 088
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

COMPTE DE RESULTAT

destiné à la publication

Etat : BURKINA

Etablissement : CBI BURKINA

C	201812	31	C0148	V
C	Date d'arrêté	CIB	LC	

(en millions de F CFA)

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		Compte Proforma 2017	Exercice N
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	59 588	71 320
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	28 121	32 228
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	1 065	2 429
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	14 867	18 711
5	COMMISSIONS (CHARGES)	4 879	5 690
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS	1 329	2 414
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES		
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 388	683
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	418	94
10	PRODUIT NET BANCAIRE	44 819	57 545
11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		5
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	14 113	19 524
13	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	2 416	3 757
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	28 290	34 269
15	COUT DU RISQUE	9 839	7 379
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	18 451	26 890
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	211	171
18	RESULTAT AVANT IMPÔT	18 662	27 061
19	IMPÔT SUR LES BENEFICES	1 395	2 530
20	RESULTAT NET	17 267	24 531

SOLUTION DE FINANCEMENT ISLAMIQUE

Une finance **Ethique** et **Responsable** pour tous (Musulmans et Non Musulmans).

NOS COMPTES WADI'A

● PERSONNE PHYSIQUE

- Wadi'a Salarié
- Wadi'a Retraité
- Wadi'a Particulier
- Wadi'a Precaution

● PERSONNE MORALE

- Wadi'a Entreprise Individuelle
- Wadi'a SARL
- Wadi'a SA
- Wadi'a Association, ONG, Projet.

NOS FINANCEMENTS

● PERSONNE PHYSIQUE

- Mourabaha Equipements
- Mourabaha Immobiliers

● PERSONNE MORALE

- Mourabaha Marché
- Mourabaha Importations et Exportations
- Mourabaha Activités - Saisonnières
- Mourabaha Stocks
- Mourabaha Investissements
- Ijara Equipements
- Ijara Immobilier
- Proposition de solution adaptée conforme charia en fonction du besoin exprimé



DISPONIBLE DANS NOS FILIALES SUIVANTES :



Benin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Mali



Sénégal

MEMBRES DU CONSEIL DE CONFORMITE INTERNE DE CBI BARAKA

NOM & PRENOMS	FONCTION
Dr Abdessattar KHOULDI	Président du Conseil de Conformité Interne de CBI BARAKA
M. Seyni HIMA	Membre du Conseil de Conformité Interne de CBI BARAKA
Dr Hamadou DICKO	Membre du Conseil de Conformité Interne de CBI BARAKA
M. Saidou BARRY	Membre du Conseil de Conformité Interne de CBI BARAKA



Dr Abdessattar KHOULDI
Président



M. Seyni HIMA
Membre



Dr Hamadou DICKO
Membre



M. Saidou BARRY
Membre



**RAPPORT DU CONSEIL DE CONFORMITÉ
INTERNE DE CBI BARAKA
SUR L'EXERCICE 2018**

Rapport du Conseil de Conformité Interne de CBI SA – Année financière 2018

**RAPPORT DU CONSEIL DE CONFORMITE INTERNE DE CBI BARAKA
(BURKINA FASO) POUR L'ANNEE FINANCIERE EXPIRANT LE 31
DECEMBRE 2018**

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de Coris Bank International SA,
Burkina Faso,

Mesdames et Messieurs les Actionnaires, membres de l'Assemblée Générale Ordinaire
de Coris Bank International SA, Burkina Faso,

Le Conseil de Conformité Interne de votre Institution (ci-après dénommé le Conseil) a
procédé à l'audit des contrats des financement réalisés par CBI BARAKA, Branche
Islamique de Coris Bank International SA, Burkina Faso, du 1^{er} janvier au 31 décembre
2018. La responsabilité de s'assurer que CBI BARAKA fonctionne conformément aux
principes et règles régissant la finance islamique repose sur la Direction Générale de la
Banque. Notre responsabilité est limitée à l'émission d'un avis indépendant basé sur
notre audit des opérations accomplies par CBI BARAKA suivant un échantillonnage
représentatif des dossiers de financement, en vue de vous dresser un rapport. Le Conseil a
examiné les opérations accomplies en vue d'émettre un avis sur la conformité desdites
opérations aux principes et règles de la finance islamique d'une part et d'autre part aux
résolutions et recommandations émises depuis sa première réunion tenue le 25 mars 2016
au siège de Coris Bank International SA.

Notre examen des documents a fait l'objet d'un premier rapport intérimaire d'audit qui a
été adopté par le Conseil lors de sa quatrième réunion tenue au siège de Coris Holding
SA le 30 août 2018 et d'un deuxième rapport d'audit examiné et adopté lors de la
cinquième réunion tenue le 28 janvier 2019. Nos travaux ont porté sur les opérations de
financement (Mourabaha et Ijara), les opérations de collecte de dépôts sous forme de
comptes participatifs n'étant pas encore lancées. CBI BARAKA n'ayant pas perçu de
pénalités sur des engagements en souffrance au cours de l'année 2018, aucune
proposition d'affectation de pénalités de retard ne nous a été soumise pour examen et
appréciation.

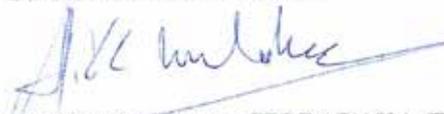
A NOTRE AVIS :

**Les opérations de financement réalisées par CBI BARAKA (Burkina Faso) au cours
de l'année financière 2018 ont été accomplies conformément aux principes et règles
et de la finance islamique.**

Fait à Ouagadougou, le 29 Janvier 2019

Signé

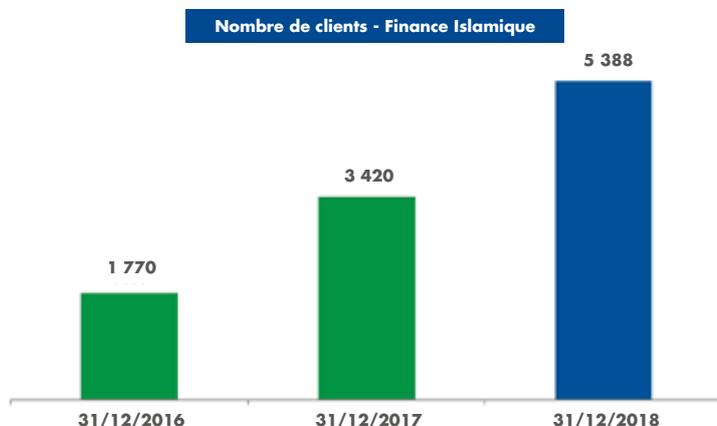
Dr. Abdessattar KHOULDI



Président du Conseil de Conformité Interne CBI BARAKA (Burkina Faso)

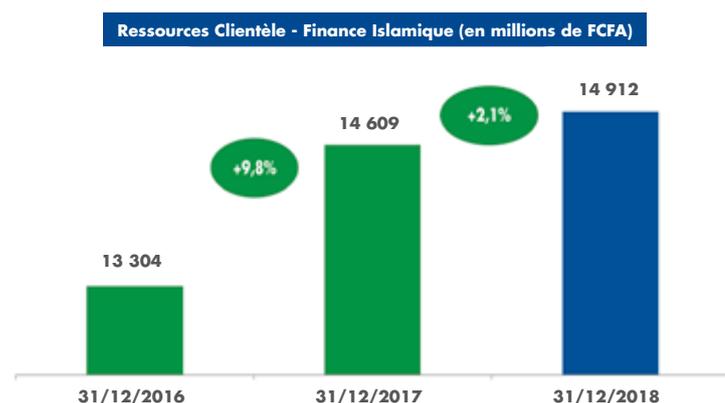
L'ACTIVITE FINANCE ISLAMIQUE

Le nombre de clients



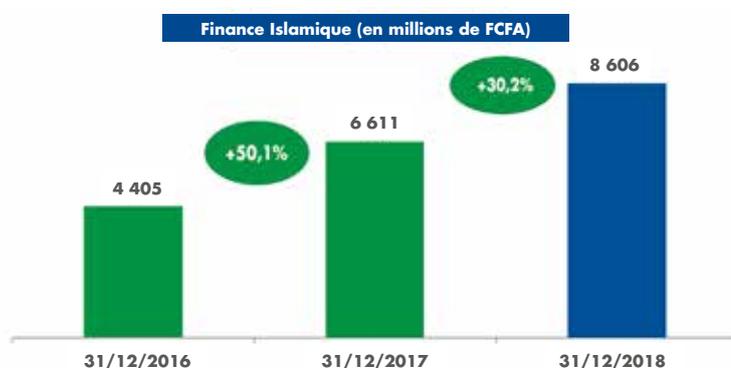
Le nombre de comptes de la Finance Islamique dont les activités ont démarré en 2015 au Burkina Faso, s'établit à **5 388** au 31 décembre 2018, en hausse annuelle de **57,5% (+1 968 comptes)** par rapport au 31 décembre 2017.

Les ressources Clientèle



L'encours de ressources de la Finance Islamique progresse depuis décembre 2017 de **2,1% (+303 millions)** pour se fixer à **14,9 milliards** à fin 2018. L'activité a bénéficié dès son lancement d'une ligne de financement de ICD (Islamic Corporation for the Development) de 11,1 milliards (17 millions d'euros) dont l'encours à la date du 31 décembre 2018, est de **8,6 milliards**.

Les financements Islamiques



Quant à l'encours des Financements Islamiques, il s'établit à **8,6 milliards** au 31 décembre 2018 contre **6,6 milliards** à fin 2017, soit une croissance annuelle de **30,1% (+2 milliards)**.

GROUPE CORIS



**Au service du développement
des économies africaines**



PERSPECTIVES

PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2019, Coris Bank International SA poursuivra la mise en œuvre de son plan stratégique « Excellence et résilience ». Cela se traduira par :

1	Le lancement des activités de Coris Bank International Succursale du Niger ;
2	La poursuite de la mise en œuvre des réformes réglementaires et prudentielles ;
3	Le renforcement de la dynamique commerciale pour plus de proximité et d'offres de produits et services à la clientèle ;
4	Le financement sain de l'économie ;
5	La poursuite de son programme de digitalisation et de dématérialisation ;
6	Le développement de la synergie au sein du Groupe Coris.

CORIS SMS

Sécurisé et confidentiel

Demande de solde

Consultation de taux de change

Demande de virement

Demande de mini relevé

Demande de chéquier

**Envoyer
vos requêtes
au 3323**

La Banque Autrement

www.coris-bank.com





Sécurité et liberté avec nos cartes

